

*Initiatives ministérielles*

le contrat pour la construction de locomotives à moteur diesel à une société américaine de Pittsburgh. Ce contrat vaut des millions et des millions de dollars. Une autre entreprise de Windsor, en Ontario, était dans la course pour l'obtention de ce contrat: la General Motors du Canada. Voilà un exemple pitoyable de gouvernement qui tente de ménager la chèvre et le chou: il a sous sa coupe une société d'État comme le CN et est en mesure de faire quelque chose pour les centaines de Canadiens mis à pied, mais il préfère lever les bras en signe de désespoir ou plus précisément fermer les yeux sur les besoins d'une industrie canadienne.

Le gouvernement a aussi un autre ami. Pendant la guerre à l'inflation que le gouvernement a menée et qui a fait des milliers de victimes, le général dirigeant les manœuvres était le gouverneur de la Banque du Canada. Ses colonels, ses sergents et lui-même ont obtenu des augmentations salariales moyennes de 6,6 p. 100. Au même moment, le gouverneur de la Banque, John Crow, a eu le culot de demander aux Canadiens de se serrer la ceinture et d'accepter des augmentations salariales plus modestes lors du renouvellement de leur convention collective. Ce sont là les amis des conservateurs.

Les Canadiens ont payé cher ces manigances. Ils en ont assez de payer des impôts à un gouvernement qui les met de plus en plus à contribution, qui offre moins de services en échange et qui dilapide l'argent des contribuables.

Voici une lettre d'un électeur qui témoigne bien du genre de frustrations qu'éprouvent les Canadiens.

• (1630)

«Les Canadiens en ont assez d'être taxés à outrance. Il semble que nous n'ayons aucun autre moyen de retenir l'attention des politiciens et, comme d'habitude, les conservateurs sont aveugles et n'arrivent pas à déchiffrer le message. Ils me rappellent les paroles de Marie-Antoinette: Qu'ils mangent de la brioche. Bon sang, mais qui a les moyens d'acheter du pain? Les Français ont eu la Révolution, les Américains, le *Boston tea party*, et j'imagine que la plupart des Canadiens finiront en prison parce qu'ils auront été trouvés coupables de contrebande transfrontière. Comme le frère d'Otto Jelinek, qui a déménagé son usine chez nos voisins du Sud, j'en ai vraiment ras le bol. Je déménage aux États-Unis.» Voilà une des lettres que nous avons reçues.

Voici celle d'une autre électrice, monsieur le Président: «À mon avis, le ministre des Finances et le Parti conservateur ont malicieusement berné et escroqué la population canadienne relativement aux avantages de la TPS et à la gestion de la dette nationale. Les mesures adoptées pour gérer cette dernière ont semé la discorde et plongé inutilement le pays dans une récession. À titre d'électrice canadienne, je demande au gouvernement de

réévaluer immédiatement la TPS, de réduire ses dépenses et d'adopter des mesures de compression. Veuillez transmettre de ma part ce message aux députés de l'autre côté de la Chambre: *Je me souviens*. Je suis certaine qu'ils comprendront.» Cette lettre est également signée.

Ce ne sont là que quelques exemples des lettres que reçoivent, j'en suis certain, les députés de part et d'autre de la Chambre. Les Canadiens en ont assez du taux d'imposition élevé. Ils seraient peut-être plus compréhensifs s'ils avaient l'impression que le gouvernement dépense avec discernement, mais il n'a plus de crédibilité. Les coûts sont constamment transférés aux provinces.

Les Canadiens estiment que les services hospitaliers et les soins de santé sont un domaine qui doit être financé adéquatement, mais les ressources qui y sont affectées diminuent. J'ai ici une autre lettre d'un hôpital de ma circonscription. Le président du conseil d'administration écrit: «Comme vous le savez, les compressions financières frappent durement les hôpitaux ontariens cette année, et le Chedoke McMaster Hospital n'échappe pas à la règle. Nous accuserons un déficit de 10,25 millions en 1992-1993. Il y aura une légère diminution de 10 lits, mais, grâce à une utilisation plus efficace des services, nous prévoyons une augmentation du nombre de patients qui seront traités sur le campus Chedoke. Trois services, à McMaster, seront regroupés pour en former deux. Un total de 55 lits seront fermés à McMaster.»

Le gouvernement a fait augmenter les coûts au Canada et il a fait gonfler le déficit. Parallèlement, il a réduit les paiements de transfert aux provinces qui, sur le plan financier, se sont trouvées dans une situation impossible. Lorsque les provinces n'ont pas l'argent qu'il leur faut pour les programmes, ce sont les municipalités qui doivent suppléer.

Prenons un exemple d'une autre promesse que les conservateurs ont trahie. Cette fois-ci, c'est la ministre de la région qui est en cause, la ministre d'État aux Transports et députée de Lincoln. Les citoyens de Hamilton, lorsqu'ils demandent des prestations d'assurance-chômage, doivent parfois attendre jusqu'à 12 semaines avant de recevoir leur premier chèque. Pour survivre pendant ces trois mois d'attente, ils demandent de l'aide sociale. La difficulté, c'est que, lorsque le chèque d'assurance-chômage arrive enfin, il couvre toute la période pour laquelle le prestataire a touché de l'aide sociale de la municipalité régionale de Hamilton—Wentworth.

La région réclame le montant des prestations de chômage correspondant à l'aide sociale qu'elle a accordée. Mais hélas, moins de 10 p. 100 des personnes en cause font le remboursement demandé. La région, prenant conscience du problème, a demandé à la ministre de Hamilton, notre porte-parole au Cabinet pour la région